

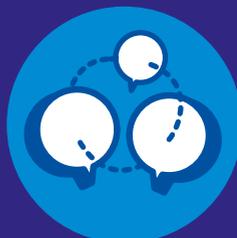


**FRANCE STRATÉGIE**  
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

# ÉCLAIRER L'AVENIR

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014

COMMISSARIAT GÉNÉRAL À LA STRATÉGIE ET À LA PROSPECTIVE



---

# SOMMAIRE

---

- 5 Éditorial du Commissaire général
  - 7 **LES MISSIONS DE FRANCE  
STRATÉGIE**
  - 10 **LES FAITS MARQUANTS**
  - 11 **UN AN DE RÉFLEXIONS  
POUR L'AVENIR**
    - 13 Quelle France dans dix ans ?
    - 16 Explorer les voies de la croissance
    - 22 Penser le travail de demain
    - 25 Imaginer les technologies de l'avenir
    - 29 Dessiner un futur pour la jeunesse
  - 33 **RÉUNIR DES TALENTS  
ET DES INTELLIGENCES**
  - 41 **RÉUNIR LES EXPERTISES**
    - 43 Un réseau de huit organismes à compétences  
sectorielles
-

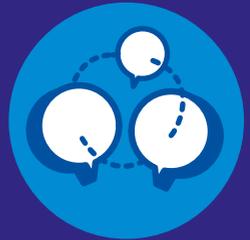
ÉVALUER



ANTICIPER



DÉBATTRE



PROPOSER







Le Commissariat général à la stratégie et à la prospective, France Stratégie, service du Premier ministre, a été créé en mai 2013. 2014 a donc été sa première année pleine. L'exercice du rapport d'activité, par nature rétrospectif, n'est pas spontané pour un organisme dont la mission est prospective. Pour autant, France Stratégie peut faire retour sur 2014 avec le sentiment d'avoir franchi les premières étapes de sa transformation. Héritier du Commissariat général du Plan, dont l'ambition et la volonté du dialogue continuent à l'inspirer, France Stratégie a structuré son activité autour de quatre métiers :

### **ÉVALUER ANTICIPER DÉBATTRE PROPOSER.**

L'évaluation vient en premier, car on ne peut prétendre améliorer l'efficacité des politiques publiques et la qualité du débat démocratique sans prendre appui sur une connaissance aussi objective que possible des effets des politiques en place. L'anticipation est plus que jamais nécessaire, dans un contexte d'innovations technologiques, de transformations sociétales et face aux risques du changement climatique. Parce que la démocratie d'aujourd'hui ne se joue plus uniquement dans les institutions représentatives, nous devons contribuer à faire vivre le débat public et la concertation sociale. Et les propositions que nous formulons visent à la fois à éclairer l'exécutif et à stimuler une discussion informée sur les réformes nécessaires.

Au cours de l'année écoulée, notre énergie s'est fortement concentrée sur la préparation du rapport *Quelle France dans dix ans ?*, remis au président de la République en juin 2014. Ce travail a mobilisé chacune de nos équipes, que ce soit dans l'élaboration du rapport ou l'organisation de nombreux ateliers et débats. Ce rapport a ouvert un ensemble de pistes, sur lesquelles France Stratégie a continué de travailler. Mais après sa publication est aussi venu le temps du réinvestissement sur un ensemble de chantiers de fond.

Le lecteur de ce rapport d'activité y trouvera également le témoignage des mutations que nous avons engagées dans notre organisation et de l'animation du réseau que nous constituons avec, maintenant, huit organismes associés\*.



JEAN PISANI-FERRY  
Commissaire général de France Stratégie

\* Le Conseil d'analyse économique ; le Centre d'études prospectives et d'informations internationales ; le Conseil national de l'industrie ; le Conseil d'orientation pour l'emploi ; le Conseil d'orientation des retraites ; le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie ; le Haut Conseil de la famille ; le Haut Conseil du financement de la protection sociale.



# LES MISSIONS DE FRANCE STRATÉGIE





## ÉVALUER UN DIAGNOSTIC FIABLE ET INDÉPENDANT



Parce qu'une politique publique engage la collectivité, elle doit faire la preuve de son efficacité.

L'évaluation rigoureuse des réformes passées, actuelles ou futures s'inscrit dans cette recherche de résultats.

Analyser ce qui fonctionne sans parti pris, examiner ce qui doit être amélioré sans tabou...

c'est l'approche que nous défendons.



### LE CICE À LA LOUPE

Mesure phare du pacte de responsabilité, le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est devenu une réalité pour les entreprises. Le gouvernement nous a confié la mission d'en évaluer les implications concrètes. Le rapport 2014 en dresse un bilan provisoire.

🦋 C'est un dispositif important, représentant un effort de 20 milliards d'euros. Le comité de suivi, composé de partenaires sociaux et de représentants de l'administration, a étudié ses effets sur le comportement des entreprises. Le rapport conclut que celles-ci sont encore dans une phase d'apprentissage.

JEAN PISANI-FERRY,  
président du comité de suivi



## ANTICIPER LES TENDANCES À VENIR



Quelles technologies vont révolutionner notre vie?

Comment imaginer l'Europe dans un monde où émergeront de nouvelles puissances?

De quelle façon travaillerons-nous? Nous dessinons des trajectoires possibles à moyen terme. Nous préparons la France à l'inévitable comme à l'inattendu. Nous aidons les décideurs à penser leurs décisions tournées vers demain.



### PANORAMA DES MÉTIERS EN 2022

Identifier les métiers qui recruteront demain afin de sécuriser les parcours professionnels et de fluidifier le marché du travail... telle est l'ambition du rapport *Les métiers en 2022*, élaboré en partenariat avec le service statistique du ministère du Travail.

🦋 Ce rapport, qui concrétise un travail de plusieurs années, est un exercice de projection à partir de ce que l'on sait aujourd'hui de chaque filière. Ce ne sont pas des prévisions. Sa particularité? Prendre en compte plusieurs scénarios macro-économiques qui vont influencer différemment les besoins en main-d'œuvre dans chaque métier.

SANDRINE ABOUBADRA-PAULY,  
chef de projet Métiers et Qualifications



## DÉBATTRE ET DONNER UN SENS À LA CONCERTATION



Nous voulons un débat vif, ouvert, exigeant et respectueux des faits. Il doit permettre de partager les diagnostics mais aussi de clarifier la nature des désaccords. C'est par l'échange que peuvent s'élaborer des réponses innovantes.



## L'EXPERTISE DU TERRAIN POUR MODERNISER L'ACTION PUBLIQUE

Comment réinventer l'État et répondre aux attentes nouvelles des usagers ?  
Pour le rapport *Quelle action publique pour demain ?*, France Stratégie a réuni société civile, élus, partenaires sociaux, universitaires, acteurs économiques lors de sept débats, à Paris et en région.

✎ Nous utilisons les éléments issus des ateliers pour construire un rapport qui s'appuie sur la parole des acteurs de terrain. Cette réflexion a été nourrie de récits d'expérience et de savoir-faire partagés.

MARIE-CÉCILE NAVES,  
responsable de projet  
Action publique de demain



## PROPOSER DES IDÉES POUR RÉNOVER LES POLITIQUES NATIONALES OU EUROPÉENNES



Nos recommandations s'appuient sur une analyse approfondie et des constats partagés, ou s'inspirent d'expériences étrangères réussies.

Nos scénarios prospectifs éclairent le débat et aident les pouvoirs publics à s'orienter dans la définition des priorités stratégiques.



## OUVRIRE LE CHAMP DES POSSIBLES

Trente propositions pour « lutter contre les stéréotypes filles-garçons » sont présentées dans le rapport que nous avons remis aux pouvoirs publics. Cette réflexion transversale, fondée sur les recherches les plus récentes, incite à une approche volontariste qui a fait ses preuves, en France comme en Europe.

✎ Les politiques publiques ne peuvent se borner à l'affirmation du principe d'égalité et à la répression des discriminations. Elles doivent aussi veiller à la neutralité des institutions publiques et encourager une plus grande mixité des parcours et des métiers. Nous invitons les décideurs à réformer l'architecture des choix offerts aux individus.

VANESSA WISNIA-WEILL,  
chargée de mission

# LES FAITS MARQUANTS

Publications sur des thématiques diverses, de l'économie aux technologies, en passant par l'emploi et les questions de société.

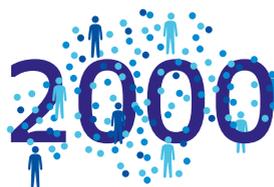


**FRANCE STRATÉGIE**  
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

France Stratégie est devenu le patronyme public pour mieux désigner un lieu vivant où s'élabore la réflexion et la volonté de rapprocher les citoyens de l'institution.



Le rapport *Quelle France dans dix ans?* a été remis au président de la République le 25 juin 2014.



26 événements, 2 000 personnes pour susciter un débat **informé, exigeant, vif.**

# UN AN DE RÉFLEXIONS POUR L'AVENIR

# UN AN DE RÉFLEXIONS POUR L'AVENIR

# QUELLE FRANCE DANS DIX ANS ?

**Quelle France dans dix ans?, un rapport qui insuffle une ambition**

## ROMPRE AVEC LE COURT-TERMISME

La feuille de route nous a été donnée par le président de la République : élaborer une stratégie à dix ans pour la France.

À partir d'un diagnostic affûté et partagé, nous avons tracé un chemin. Il apporte un cadre et un sens aux réformes. L'importance des mutations à venir – économiques, sociales, environnementales, européennes – l'exige.

## PLACE À LA CONSULTATION PUBLIQUE



Dialogue avec les assemblées



5 débats nationaux



1 forum avec les think tanks



8 débats régionaux



2 séminaires thématiques sur l'outre-mer et le numérique



1 rencontre avec la jeunesse



Étude qualitative : 13 groupes de 3 personnes



1 appel à idées : plus de 1 600 propositions reçues

## ÊTRE PARI MI LES DIX PAYS OÙ L'ON VIT LE MIEUX

C'est un pays plus mobile et ouvert sur l'Europe comme sur le monde que nous cherchons à bâtir. Notre travail a fait apparaître trois priorités :

- Créer une économie du mouvement, qui dynamise la création d'entreprise, l'innovation, les exportations. Cette économie doit être soucieuse de la qualité de la croissance, de ses effets sur l'environnement, de sa soutenabilité financière.
- Promouvoir une société décloisonnée, qui mette en son cœur la lutte contre les discriminations. Celle-ci passe par un modèle social renouvelé, garantissant de meilleures sécurités collectives, plus personnalisées, et dans lequel chacun puisse pleinement réaliser son potentiel.
- Développer une démocratie de la responsabilité pour que les Français se réconcilient avec leurs institutions et leurs services publics.

Ces objectifs cohérents concourent à une même ambition, qui va au-delà de la seule performance économique : faire de la France, dans dix ans, l'un des pays où l'on vivra le mieux.

👉 Ce rapport éclaire beaucoup de questions. Il décrit, sans concession, les problèmes de la France, les défis qu'elle doit relever mais aussi ses atouts. Et ses préconisations sont pertinentes. Maintenant, il faut passer à l'action.

MONIKA QUEISSER, chef de la division Politique sociale, OCDE (Organisation de coopération et de développement économique)



---

# PENDANT PLUS DE QUATRE MOIS, **DÉBATS, CONCERTATIONS ET CONTRIBUTIONS** ONT ALIMENTÉ LE PROJET.

---

## **NOUS FAISONS VIVRE QUELLE FRANCE DANS DIX ANS ?...**

Ses auteurs sont retournés sur le terrain, à Rennes, Strasbourg, Nevers, pour débattre des recommandations avec les élus et la société civile.

Ils ont échangé librement avec la jeunesse, particulièrement concernée par cette réflexion de long terme.

Les conclusions ont aussi été partagées avec des parlementaires, des partis politiques, des experts étrangers.

## **... AVEC QUELLE ACTION PUBLIQUE POUR DEMAIN ?**

Le projet *Quelle France dans dix ans ?* a été approfondi en menant des investigations complémentaires. La démarche de consultation que nous avons expérimentée a porté ses fruits et a été reconduite. À la demande du secrétaire d'État à la réforme de l'État, a été lancée à l'automne 2014 une concertation pour imaginer l'action publique dans dix ans. Elle aboutit à des préconisations pour la modernisation de l'administration.

La même méthode, fondée sur l'interactivité, est déployée pour réfléchir sur les indicateurs de qualité de la croissance, en association avec le Conseil économique, social et environnemental (CESE). Amorcée en 2014, elle constituera un des temps forts de 2015.



**3** QUESTIONS À

SELMA  
MAHFOUZ

COMMISSAIRE  
GÉNÉRALE  
ADJOINTE

### **COMMENT ABORDER L'ACTION PUBLIQUE DE DEMAIN ?**

Les partenaires sociaux ont exprimé le souhait d'une réflexion concertée sur les services publics. Elle s'inscrit dans le prolongement du rapport *Quelle France dans dix ans ?*. Nous y avons initié l'analyse sur une indispensable réforme des institutions qui, en l'état, suscitent la défiance des citoyens.

### **QUELS EN SONT LES ENJEUX ?**

Dans une société plus diverse, les services publics sont les garants de l'égalité et de la cohésion sociale. Des marges de progrès existent. Mais nous constatons une certaine ambivalence des Français: ils souhaitent plus d'autonomie pour la société civile et les corps intermédiaires mais continuent d'en appeler à l'État. La crise économique renforce leur demande de protection.

### **QUELS POINTS AVEZ-VOUS ABORDÉS ?**

Le débat a été essentiel pour analyser l'évolution des besoins, et donc des missions du service public. Nous avons exploré les potentialités de la révolution numérique, ses implications sur les organisations et les relations avec la population.

---

Le rapport *Quelle action publique pour demain ?* a été remis au secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la simplification le 13 avril 2015.

---

# EXPLORER LES VOIES DE LA CROISSANCE



---

## Analyser les ressorts de la compétitivité afin d'orienter les politiques économiques en faveur de la croissance, un enjeu en France comme en Europe.

---

### MESURER L'EFFICACITÉ DES AIDES AUX ENTREPRISES

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est entré en vigueur en janvier 2013. France Stratégie a été chargée de veiller au suivi de la mise en œuvre et d'évaluer ce dispositif visant à alléger les coûts des entreprises en contrepartie d'efforts sur l'investissement et le recrutement. Le comité de suivi du CICE, associant partenaires sociaux, parlementaires, représentants des administrations et experts, a remis aux pouvoirs publics son deuxième rapport le 29 septembre 2014. Le Premier ministre a décidé d'étendre sa mission.

Il s'agit désormais d'évaluer l'ensemble des aides publiques aux entreprises, selon la même méthode de travail, d'organiser la concertation, les consultations et les auditions. Afin de renforcer la rigueur et l'indépendance de l'évaluation, a été lancé un appel à projet pour inviter chercheurs et spécialistes de l'évaluation des politiques publiques à participer aux travaux. Les enjeux sont d'importance : en 2017, les aides aux entreprises devraient se monter à 147 milliards d'euros.

🐦 Les Français consentent cet effort considérable pour soutenir notre économie. Je me félicite que l'ensemble des partenaires s'engagent, avec beaucoup de sincérité, dans ces travaux.

MANUEL VALLS, Premier ministre, lors de l'installation du Comité de suivi des aides aux entreprises et des engagements, le 4 novembre 2014



**3** QUESTIONS À

CLAIRE BERNARD

CHARGÉE DE MISSION AU DÉPARTEMENT ÉCONOMIE-FINANCES, CO-AUTEUR DU RAPPORT 2014, COMITÉ DE SUIVI DU CICE

#### QUELS SONT LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DU RAPPORT ?

Nous constatons un écart entre les prévisions, d'un montant de 13 milliards d'euros, et les demandes de remboursement des entreprises qui s'élevaient à 9 milliards en septembre. 2014 était la première année de déclaration ; il faut laisser le temps aux entreprises de s'approprier le dispositif.

La créance étant valide trois ans, certaines ont pu faire le choix délibéré de la reporter à l'année prochaine.

#### COMMENT LES ENTREPRISES ONT-ELLES UTILISÉ CETTE ENVELOPPE ?

Il est trop tôt pour l'évaluer précisément et dire si le CICE atteint son double objectif : renforcer la compétitivité dans les secteurs exposés à la concurrence et créer de l'emploi. Nous disposons d'informations sur les intentions des entreprises. Plus de la moitié déclarent que le CICE aura un effet sur leur investissement. Dans les services, 48 % d'entre elles pensent qu'il aura un impact sur l'emploi ; elles sont un peu moins nombreuses dans l'industrie, 34 %.

#### QUELS SECTEURS BÉNÉFICIENT LE PLUS DE LA MESURE ?

Ce sont les secteurs qui emploient une main-d'œuvre peu qualifiée importante, aux faibles salaires, comme la restauration, les transports et la construction.

## FAVORISER L'OPEN GOVERNMENT

La révolution numérique se traduit pour l'État par une nouvelle exigence d'ouverture. France Stratégie a pris part à ce mouvement en créant un outil de simulation des impôts et des prestations sociales des ménages. OpenFisca vise à traduire de manière intelligible la complexité du système sociofiscal français. Un défi relevé en construisant l'outil de façon collaborative, avec l'Institut d'économie publique (université d'Aix-Marseille), l'Institut des politiques publiques et Etalab, service du Premier

ministre. Chacun peut s'en saisir, administrations, chercheurs, journalistes ou simples citoyens, pour trouver des informations ou perfectionner le logiciel, en accès libre.

Quel est l'effet de la suppression de la première tranche du barème d'impôt sur le revenu ?

OpenFisca donne la réponse : c'est une avancée majeure pour les Français. Avec, à la clé, une meilleure perception du service public et un moyen de lutte contre le non-recours aux prestations sociales.

open  
fisca

POURQUOI ?

1

**Rendre compte du système sociofiscal français**



Calculer à partir de caractéristiques individuelles le revenu disponible et le niveau de vie d'un ménage.

2

**Simuler des réformes et chiffrer leur impact**



Mesurer les impacts redistributifs d'une réforme et identifier les gagnants et les perdants.

3

**Représenter le système sociofiscal d'autres pays**



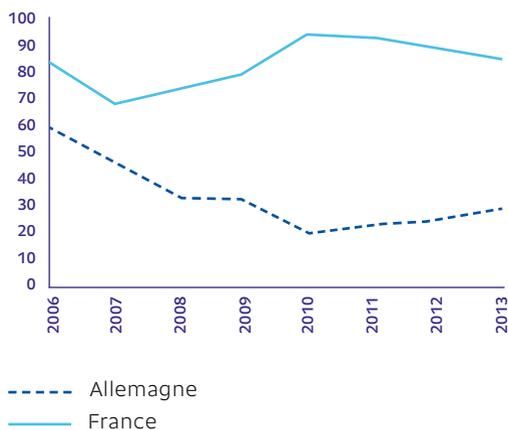
Décliner des versions adaptées aux systèmes sociofiscaux d'autres pays. Des premiers travaux ont été initiés en Tunisie.

# UNE COMPARAISON FRANCE- ALLEMAGNE

Le *Cahier des indicateurs France-Allemagne. Performances comparées* a accompagné la publication du rapport que les ministres français et allemand de l'Économie ont demandé aux économistes Jean Pisani-Ferry et Henrik Enderlein : *Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe*.

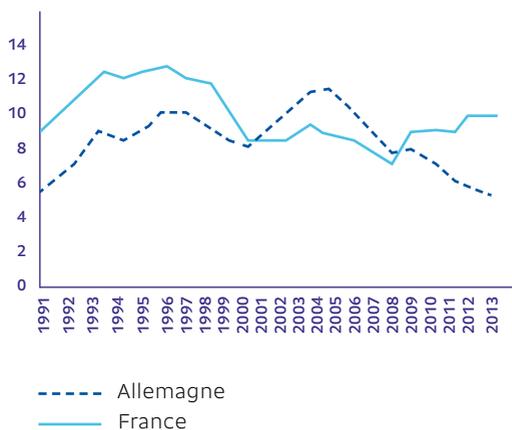
Ce cahier compare la situation des deux pays dans huit domaines importants, de la démographie aux finances publiques. Son intérêt ? Rassembler dans un même document des indicateurs existants mais dispersés, qui sont mis en perspective sur le long terme.

## NOMBRE D'ENTREPRISES TECHNOLOGIQUES À FORTÉ CROISSANCE



Sources : France Stratégie, d'après Deloitte Technology Fast 500 EMEA (Europe, Middle East and Africa) ranking ; plusieurs éditions

## TAUX DE CHÔMAGE (20-54 ANS), EN %



Sources : France Stratégie, d'après Eurostat, European Union Labour Force Survey



## REGARDS CROISÉS SUR L'ÉVALUATION DE L'INNOVATION

C'est en partenariat avec l'OCDE que, le 20 octobre, a été organisé un atelier de réflexion sur l'évaluation des politiques publiques en faveur de l'innovation. Cette organisation internationale en a fait une de ses priorités. C'est également une de celles de France Stratégie qui pilote la Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation (CNEPI) installée le 27 juin 2014. Cette journée d'échanges a été l'occasion de comparer les démarches suivies par les différents pays.

S'assurer de la cohérence et de l'efficacité des multiples systèmes d'aide demande de s'adjoindre les meilleures compétences. Le groupe de travail rassemble ainsi des économistes français et étrangers, des créateurs d'entreprise, des spécialistes du transfert des innovations entre recherche et industrie, etc. Prouver que telle politique d'accompagnement influe ou pas sur la croissance et l'emploi ; montrer qu'elle apporte ou non des solutions aux problèmes environnementaux... c'est cette indispensable analyse qui est faite et qui répond à l'exigence d'une meilleure utilisation des deniers publics.

## AU CHEVET DE L'EUROPE EN CRISE

Des incertitudes pèsent sur l'Europe et sa place dans le monde. Le cycle « Europe et International », co-orchestré avec le CEPII, a orienté une partie de ses rencontres 2014 sur les aménagements à apporter au fonctionnement de l'Union à 28 et de la zone euro.

Diverses personnalités du monde administratif, politique, économique, financier ou académique ont discuté de façon informelle. Le 16 décembre, avec Coen Teulings, professeur d'économie à l'université de Cambridge, a été débattue l'hypothèse d'une « stagnation séculaire » sur le Vieux continent. Les participants ont divergé sur l'analyse. Pour certains, nous sommes entrés dans une phase de croissance anémique durable. Pour d'autres, le progrès technologique va reprendre à un rythme tel que, malgré les handicaps de l'Union européenne, notamment démographiques, les bonnes performances économiques seront bientôt de retour.

---

## UNE CONTRIBUTION AU **PLAN EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT PUBLIC,** DIT « PLAN JUNCKER »

---

**56**  
milliards d'€



C'est le montant estimé  
des investissements  
nécessaires pour améliorer  
de 30 % l'efficacité  
énergétique des logements  
en Europe

**209**  
milliards d'€

C'est le coût estimé du  
déploiement généralisé  
d'un réseau en fibre optique  
en Europe



➤ Nous avons proposé de mettre en place un fonds européen pour les investissements d'avenir. C'est ce que prévoit le plan Juncker. Son efficacité repose sur la sélection de bons projets, selon quelques principes : choisir les projets individuellement selon leurs mérites respectifs et non chercher à atteindre un montant de financement prédéfini sur une thématique particulière en additionnant des projets de qualité inégale ; accorder les fonds par tranche afin de pouvoir arrêter le financement en cas d'échec ; faire en sorte que l'apport de fonds publics suscite des investissements complémentaires par des ressources privées.

NICOLAS LORACH, chargé de mission au département Économie-Finances, co-auteur de la note d'analyse " Les leviers d'une stratégie européenne d'investissement "

# PENSER LE TRAVAIL DE DEMAIN



---

## Anticiper les évolutions à venir sur le marché de l'emploi pour sécuriser les parcours professionnels, dans une Europe où les travailleurs sont de plus en plus mobiles.

---

### SORTIR L'EUROPE SOCIALE DE SON SOMMEIL

La crise a creusé les écarts entre les pays du Nord et du Sud de l'Europe. C'est une rupture historique avec la dynamique de progrès social et de convergence des niveaux de vie, fondement du projet de l'Union européenne.

La note d'analyse « Un contrat social pour l'Europe » montre que ces divergences ont des causes plus profondes que passagères. Les réalités sociales, créées par la monnaie unique et l'élargissement à 28 pays, ont été insuffisamment prises en compte.

Pour sauver le contrat politique qui unit les citoyens européens, plusieurs pistes d'action sont identifiées. Il faut créer un « Eurogroupe social », pendant à la gouvernance économique de la zone euro, pour que les enjeux sociaux soient mieux pris en compte. Il faut adapter les États providence à l'économie de la connaissance et de l'innovation. Il faut encadrer l'essor de la mobilité des travailleurs.

🐦 La mobilité est une liberté fondamentale et un levier d'ajustement des marchés du travail. Elle doit cependant être équitable pour les pays de départ comme pour les pays d'accueil. Cela suppose d'éviter le dumping social et de lutter contre le travail illégal.

MARINE BOISSON-COHEN, chargée de mission au département Société, institutions et politiques sociales

### DESSINER UNE TENDANCE DE L'EMPLOI À DIX ANS

Le rapport *Les métiers en 2022* concrétise un travail de plusieurs années sur les perspectives d'évolution des postes à pourvoir par métiers. C'est un ouvrage mené en prenant appui sur de nombreuses expertises : celles du service « statistiques » du ministère du Travail (DARES) et celles des branches professionnelles, via leurs observatoires de prospective des métiers et des qualifications.

🐦 L'édition 2014 est un rapport d'étape. Il sera complété par d'autres données plus détaillées métier par métier, mais aussi par des focus sur les secteurs d'activité, l'emploi des jeunes et des seniors. Nous préciserons ainsi les grandes tendances pour les dix prochaines années.

SANDRINE ABOUBADRA-PAULY, chef de projet Métiers et qualifications



postes à pourvoir chaque année



création de nouveaux emplois



départs en fin de carrière

## LA MUTATION « VERTE » DES MÉTIERS

L'économie se met au vert. Le Réseau Emplois Compétences aussi, qui a organisé une journée d'échanges sur les emplois de la transition écologique. Les thèmes de discussions entre experts, représentants des collectivités territoriales et des secteurs d'activité ont été variés : comment soutenir le verdissement des métiers dans la chimie, l'automobile, la construction, le traitement des déchets... Une mutation comparable par son ampleur à la révolution numérique.

## LE MICROCRÉDIT AU BANC D'ESSAI

Moins de 25 000 euros pour créer ou reprendre une entreprise... C'est le principe du microcrédit professionnel, accordé par les grands réseaux associatifs d'aide à la création d'entreprise. France Stratégie a été chargé d'en mesurer l'utilité, en partenariat avec le Bureau international du travail et la Caisse des dépôts. Sa pertinence a été évaluée au regard d'une enquête auprès de 4 200 entrepreneurs, trois ans après le démarrage de leur activité.

Cette enquête menée en commun est une première au niveau national. Elle s'inscrit dans les travaux sur les trajectoires professionnelles. Son objectif ? Approfondir la connaissance par les partenaires publics des actions qu'ils financent, notamment en vue de l'insertion sur le marché du travail des demandeurs d'emploi. Mais aussi faire progresser l'évaluation du microcrédit. Cette étude apporte des résultats inédits : 77 % des personnes suivies sont encore à la tête de leur entreprise trois ans après ; 14 % ne le sont plus mais ont à nouveau intégré le marché du travail.

👉 Nous avons fait la démonstration que le microcrédit fonctionne dans un pays développé. C'est une source dont il ne faut pas se priver pour la création d'emploi et pour la réussite de l'insertion sur le marché du travail de personnes en échec ou en devenir.

JEAN-FRANÇOIS TROGRILIC, directeur du Bureau international du travail en France



LUCIE  
D'ARTOIS

## 3 QUESTIONS À

CHARGÉE D'ÉTUDES  
AU DÉPARTEMENT  
TRAVAIL-EMPLOI

### À QUEL BESOIN RÉPOND LA CRÉATION DU RÉSEAU EMPLOIS COMPÉTENCES ?

De nombreux acteurs, observatoires régionaux, observatoires de branche, institutions et centres de recherche produisent une profusion d'études sur les questions d'emploi et les besoins en compétences. Le réseau entend renforcer le dialogue et la collaboration entre ces intervenants afin de mettre à disposition des décideurs une connaissance partagée.

### QUELS SONT LES ENJEUX ?

Nous contribuons à la réflexion du réseau avec l'exercice *Prospective des métiers et qualifications* (PMQ), en apportant une dimension transversale et macroéconomique, complémentaire aux autres travaux. Alors qu'on observe un manque d'appropriation des études, le réseau vise une mutualisation de l'ensemble des travaux (méthodes, sources) et une meilleure lisibilité pour les décideurs.

### QUELLES SONT LES THÉMATIQUES ABORDÉES ?

Un de nos premiers chantiers concerne les compétences transversales et transférables afin de repérer les facteurs de mobilité professionnelle et de sécuriser les parcours pour tous les actifs.

# IMAGINER LES TECHNOLOGIES DE L'AVENIR



## L'énergie, le transport, les technologies interconnectées examinés à l'aune des politiques communautaires.

### DONNER UN NOUVEL ÉLAN À L'EUROPE DE L'ÉNERGIE

Un nouveau mot revient dans le vocabulaire des spécialistes de l'énergie : *black-out*. L'Europe de l'énergie va mal. Anticiper les tendances à venir pour repenser une politique énergétique efficace, telles sont les ambitions du rapport *La crise du système électrique européen*.

Pour embrasser ce sujet complexe et sortir d'un point de vue hexagonal, la parole a été donnée à trois experts français, anglais et allemand. Des recommandations visent à orienter le débat pour que l'Union européenne renoue avec un triple objectif : préserver le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises, réduire les émissions de gaz à effet de serre et sécuriser l'approvisionnement. Les propositions sont tranchantes. Elles sont nécessaires à la construction d'un cadre politique durable.

🐦 La crise du marché européen de l'électricité est tout d'abord une crise de confiance des acteurs, liée à la stabilité du cadre politique dans lequel ce marché doit fonctionner.

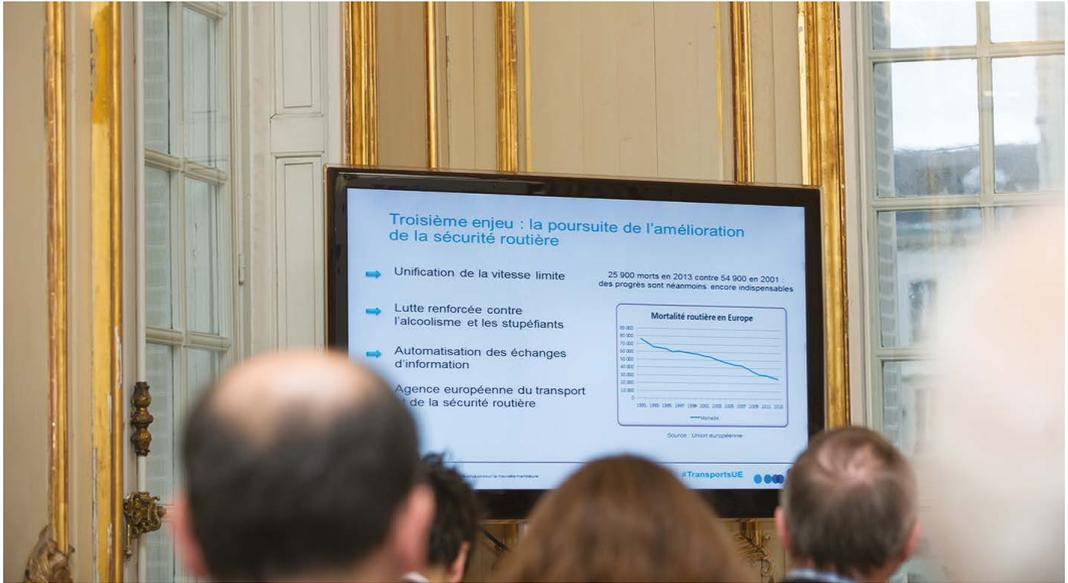
MARC OLIVER BETTZÜGE, directeur général de l'Institut de l'économie de l'énergie à l'université de Cologne

### TIRER LES LEÇONS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ALLEMANDE

Explosion des prix de l'électricité et augmentation des émissions de CO<sub>2</sub>, la transition écologique allemande qui fait la part belle au charbon pour éradiquer le nucléaire d'ici 2022 suscite le scepticisme, voire la critique. Lors d'une table ronde, nous avons réuni des experts pour décrypter les dessous de l'*Energiewende*. Alors que notre pays se dote d'une loi sur la transition énergétique, les enjeux sont capitaux. Les choix de la France, premier producteur d'électricité du continent avec l'Allemagne, auront des répercussions sur toute l'Europe.

🐦 Deux théories semblent s'affronter. Une première, fondée sur le développement des énergies renouvelables et des technologies vertes, jetterait les bases d'une nouvelle économie créatrice d'emploi. L'autre invite à prendre garde aux coûts encore élevés de leur production, qui pèsent sur la compétitivité des entreprises et sur l'économie dans son ensemble. La voie d'une croissance "vertueuse" apparaît donc étroite.

ÉTIENNE BEEKER, chargé de mission au département Développement durable



## ACCOMPAGNER LE BESOIN CROISSANT DE **MOBILITÉ EN EUROPE**

La libre circulation des passagers et des marchandises est un des piliers de la construction européenne. La qualité des infrastructures est un atout compétitif capital pour l'Union européenne.

Le rapport *La politique européenne des transports* conçu comme une adresse à Violeta Bulc, la commissaire européenne en charge du secteur, dresse un panorama des enjeux qui pourraient guider l'action de la Commission et du Parlement européens pendant la législature 2014-2019.

Il propose des mécanismes de régulation afin que la concurrence entre les entreprises de transport ne se fasse pas uniquement par les prix au détriment des conditions sociales.

Il suggère comment assurer la croissance économique sans la croissance des émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, il revendique un engagement politique fort pour réduire de 50 % le nombre de tués sur les routes d'ici 2020, avec des mesures drastiques comme le déploiement massif de radars ou l'application de sanctions exemplaires contre la consommation d'alcool et de stupéfiants.



C'est la progression **du nombre de voyageurs** d'ici 2050



C'est la croissance **du trafic de marchandises** d'ici 2050

## METTRE EN LUMIÈRE LA RENTABILITÉ DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

L'évaluation socioéconomique dont l'objectif est de mesurer la rentabilité des investissements de l'État dans l'énergie, la santé, l'éducation, etc. est une des compétences historiques du Commissariat du Plan.

En 2013, le rapport *L'évaluation socioéconomique des investissements publics* enrichissait la méthodologie et étudiait les conditions d'une bonne appropriation des résultats. Ce chantier a été poursuivi en 2014 par une série de colloques, en partenariat avec le Commissariat général à l'investissement. Car force est de constater que cette pratique est en recul, alors que la crise économique plaide pour une appréciation rigoureuse des politiques entraînant d'importantes dépenses publiques. Une de ces séances a été consacrée à l'évaluation des projets de transport, co-organisée avec le Conseil général de l'environnement et du développement durable.

L'idée est de constituer à terme un lieu de référence pour le calcul socioéconomique, afin d'éclairer les praticiens et les décideurs.



### 3 QUESTIONS À

MEHDI NEMRI

CHARGÉ DE MISSION  
AU DÉPARTEMENT  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE

#### UN FORUM CONSACRÉ À L'INTERNET DES OBJETS A EU LIEU LE 7 AVRIL 2014, AVEC LE THINK TANK « OBJETS CONNECTÉS ET INTELLIGENTS ». QUEL ÉTAIT SON BUT ?

Ce forum s'est inscrit dans le cadre de nos travaux sur l'internet des objets lancés fin 2013. Nous avons réuni des acteurs nationaux, publics et privés, pour discuter des enjeux et des opportunités pour la France et l'Europe. Les échanges ont servi à préciser les défis techniques, économiques et politiques soulevés par le développement de ce secteur.

#### POURQUOI EST-CE IMPORTANT ?

La révolution technologique des objets communicants dans le quotidien des individus et la vie des entreprises est comparable par son ampleur à l'arrivée d'internet. Elle touche tous les domaines, de la santé aux transports, même l'habitat.

#### QUE DOIT FAIRE L'EUROPE ?

Dans l'industrie du numérique, l'Europe s'est fait distancer par les acteurs américains, comme le pointait notre rapport *La dynamique d'internet. Prospective 2030*. L'Union européenne peut rattraper son retard en innovant sur les futures plateformes de l'internet des objets. Elle a la légitimité pour instaurer un cadre réglementaire afin de protéger la vie privée des citoyens.

# DESSINER UN FUTUR POUR LA JEUNESSE



**La jeunesse est un des atouts de notre pays. Nous réfléchissons aux conditions de son épanouissement, dans toutes ses dimensions, scolaire, sociale et professionnelle, afin de guider l'action publique.**

## ENFANTS ET ADOLESCENTS AU CŒUR D'UNE STRATÉGIE NATIONALE

L'ambition de la commission Enfance et adolescence était de formuler des propositions pour soutenir une stratégie de l'État permettant de mieux accompagner le développement des jeunes. Éducation sous toutes ses formes, protection de l'enfance, santé, actions ciblant les jeunes défavorisés... la réflexion a embrassé plusieurs dimensions à partir d'un travail d'expertise et de concertation mené tout au long de l'année. Les enfants et les adolescents, *via* des entretiens en petits groupes au sein des établissements scolaires, ont été largement associés. Tout comme les syndicats et les associations auprès desquels nous avons testé les propositions.

Celles-ci, présentées lors d'un colloque en février 2015, ont été élaborées suivant un fil directeur : la formation personnelle et le souci de la vie commune.

➤ Comment repenser le développement de l'adolescent pour que, dans les différents espaces, y compris l'espace scolaire, il se sente mieux et que son travail ait du sens ? Pour la plupart des enfants, la culture scolaire est une culture du passé, et donc une culture dépassée.

FRANÇOIS DE SINGLY, professeur de sociologie à l'université de Paris-Descartes, président de la commission Enfance et adolescence

## QUELQUES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION ENFANCE ET ADOLESCENCE



**500 000** places en crèche d'ici **dix ans**

**90%**

d'une classe d'âge dans des accueils formels de qualité à partir de un an, à horizon de quinze ans

## AUGMENTER LE NOMBRE DE BONS ÉLÈVES

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) 2012 montre que le niveau scolaire régresse en France. La note d'analyse « Augmenter le nombre de bons élèves » propose des pistes pour y remédier.

Par exemple, concevoir des programmes plus courts afin de donner des marges de manœuvre aux enseignants pour approfondir certains éléments. Ou faire de l'enseignement modulaire optionnel, en laissant aux élèves le choix d'être aidés dans les matières qu'ils préfèrent.



12,9 %

des élèves français ont un excellent niveau en mathématiques, contre 17,5 % en Allemagne et 12,6 % dans l'OCDE



8 %

des élèves français ont un excellent niveau en sciences, contre 17,1 % en Finlande et 11,2 % au Royaume-Uni



En sciences et en mathématiques, la France est au 15<sup>e</sup> rang sur 34 pays (pour les élèves du niveau 5 et plus)

## ALLER VERS PLUS D'ÉQUITÉ ENTRE LES GÉNÉRATIONS

Le groupe de travail sur la politique des âges a enrichi sa réflexion avec un cycle de débats. Le 8 septembre 2014, Louis Chauvel, économiste, et Hippolyte d'Albis, professeur à l'université Paris I, ont confronté leur point de vue sur le thème : « Les jeunes générations sont-elles maltraitées ? » Pour le premier, c'est oui : les seniors de demain vivront moins bien que ceux d'aujourd'hui. Pour le second, c'est non : il n'est pas observé de différence de niveau de consommation entre les générations.

🐦 Quels sont les critères qui nous permettraient de dimensionner les politiques qui s'adressent à des âges différents ? Est-ce qu'il y a besoin d'un rééquilibrage des investissements vers les jeunes ? C'est cette question finale qui nous occupe.

PIERRE-YVES CUSSET, chargé de mission au département Société, institutions et politiques sociales



MARIE-CÉCILE NAVES

### 3 QUESTIONS À

CHARGÉE DE MISSION AU DÉPARTEMENT SOCIÉTÉ, INSTITUTIONS ET POLITIQUES SOCIALES, CO-AUTEUR DU RAPPORT LUTTER CONTRE LES STÉRÉOTYPES FILLES-GARÇONS

#### QUELS SONT LES EFFETS DES STÉRÉOTYPES SEXISTES ?

Dès le plus jeune âge, ils enferment les individus dans des rôles qui distinguent les garçons des filles. Parce que cette norme sociale est difficile à transgresser, ils limitent le champ des possibles dans nos choix de vie. Après la classe de 3<sup>e</sup>, 20 % des jeunes se retrouvent dans des filières comprenant moins de 30 % d'élèves de l'autre sexe. Seuls 17 % des métiers sont mixtes. Ces stéréotypes sont plus forts dans les milieux défavorisés, contribuant à une forme de reproduction sociale.

#### JOUENT-ILS UN RÔLE DANS LA PRÉVENTION MÉDICALE ?

Les préjugés sont à l'origine d'une sous-détection de certains troubles par les professionnels de santé, comme les abus sexuels ou la dépression chez les garçons et les conduites à risque chez les filles.

#### COMMENT COMBATTRE CES CLICHÉS ?

Nous formulons plusieurs recommandations pour favoriser une plus grande mixité des parcours et des métiers. Nous proposons par exemple d'ouvrir davantage de places d'apprenti aux filles dans des professions à dominante masculine, avec un tutorat renforcé pour les accompagner.

RÉUNIR  
DES TALENTS  
ET DES  
INTELLIGENCES

# RÉUNIR DES TALENTS ET DES INTELLIGENCES

# ILS FONT FRANCE STRATÉGIE



---

## NOUS PLAÇONS LE TRAVAIL COLLABORATIF AU PREMIER PLAN

À France Stratégie, les collaborateurs ont des profils et des parcours variés. Ce sont des économistes, des ingénieurs, des sociologues, des spécialistes de la politique et du droit. Ils viennent d'univers professionnels différents, de la fonction publique, de la recherche ou de l'entreprise.

Nous investissons dans les compétences « cœur » pour atteindre un haut niveau d'expertise dans certains secteurs.

Une de nos spécificités est de travailler en interaction avec un réseau plus large d'experts et de conseillers scientifiques, qui nous apportent l'état de l'art et s'impliquent dans nos publications.

Notre organisation privilégie le travail en groupe comme l'autonomie. Elle permet des passerelles entre les collaborateurs des quatre départements thématiques, afin d'aborder les sujets de façon transversale.

---

**Jean PISANI-FERRY**

Commissaire  
général

**Selma MAHFOUZ**

Commissaire générale  
adjointe

**Hélène PHANER**

Secrétaire générale

## DÉPARTEMENTS THÉMATIQUES

SOCIÉTÉ, INSTITUTIONS  
ET POLITIQUES SOCIALES

**Gautier MAIGNE\***

Protection sociale, cohésion sociale,  
inégalités et redistribution, santé,  
logement, éducation, action publique  
et institutions, intégration, relations  
entre les générations

ÉCONOMIE-FINANCES

**Vincent  
AUSSILLOUX\***

Croissance, productivité,  
compétitivité, innovation, entreprises,  
fiscalité, finances, finances publiques,  
Europe, évaluation,  
investissement

\* Poste occupé par  
Delphine Chauffaut en 2014.

\* Poste occupé par  
Jean-Paul Nicolai en 2014.

## SERVICES TRANSVERSAUX

### SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Coordination administrative, politique des ressources humaines, budget, affaires financières et contrôle de gestion, affaires intérieures, logistique, archives, centre de ressources, développement

### ÉDITION-COMMUNICATION

**Jean-Michel ROULLÉ**

Publication et valorisation des travaux sur tous supports, communication institutionnelle, relations presse, stratégie digitale, valorisation des colloques et séminaires, communication interne, conseil éditorial et planification des publications

### DÉBATS, PARTENARIATS ET AFFAIRES INTERNATIONALES

**Pierre BOLLINGER**

Développement de la coopération et des partenariats avec l'univers de la recherche et des think tanks, animation de la politique en matière d'événements, pilotage et gestion des relations internationales

## DÉPARTEMENTS THÉMATIQUES

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Dominique AUVERLOT**

Énergie, transports, innovation, technologies, aménagement, numérique, environnement

### TRAVAIL-EMPLOI

**Véronique DEPREZ-BOUDIER**

Travail, emploi, trajectoires professionnelles et sécurisation des parcours, relations professionnelles et dialogue social, secteurs, métiers et qualifications, rémunérations, enseignement supérieur et recherche

---

# LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

---

## LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL EN QUELQUES CHIFFRES 2014

**364**

créations d'**ordres  
de mission**  
dans le cadre  
de déplacements

**23**

**marchés, conventions  
ou contrats montés**

**1 023**

**factures traitées**

**900**

**salles réservées,  
700 réunions de plus  
de 20 participants  
organisées**



## LE CLUB DE PROSPECTIVE TERRITORIALE

Parce que nos travaux doivent se nourrir davantage de l'expérience des collectivités locales, nous avons créé le Club de prospective territoriale.

Il a pour vocation de renforcer les relations institutionnelles avec les territoires, une exigence à l'heure où la mise en œuvre des politiques publiques est largement décentralisée.

Il permet ainsi de mieux associer les élus aux analyses et de partager avec les acteurs de terrain les fruits de notre réflexion. Nous croisons nos approches sur les sujets essentiels que sont la diffusion de la croissance au sein des territoires, l'économie circulaire ou la mobilisation de l'épargne pour le développement local.

Les réunions plénières sont préparées en amont par un comité technique et des équipes mixtes de chargés de mission France Stratégie et de collaborateurs territoriaux.

# LE SERVICE ÉDITION- COMMUNICATION

DEPUIS SA CRÉATION



**22 866 followers sur Twitter**  
au 1<sup>er</sup> janvier 2015

EN 2014



**45 documents édités et publiés**  
rapports, notes d'analyse,  
documents de travail, études...



**199 595**  
téléchargements sur le site  
[strategie.gouv.fr](http://strategie.gouv.fr)



**510 638 visites,**  
soit environ 45 000 visites  
mensuelles en moyenne

# LE SERVICE DÉBATS, PARTENARIATS ET AFFAIRES INTERNATIONALES



## UN PROJET FRANCO-ALLEMAND

L'initiative de recherche franco-allemande, mise en place à la fin 2013 par les ministres de l'Économie des deux pays, a pris son envol en 2014.

Destiné à intensifier les collaborations en matière de recherche en sciences économiques et sociales, le projet a été porté conjointement par France Stratégie et par le Deutsch-Französisches Institut (DFI). Il a débuté avec quatre séminaires, organisés alternativement à Paris et Berlin, pour déterminer de nouveaux champs à approfondir sur l'Union économique et monétaire, l'avenir de la protection sociale, l'innovation et la compétitivité, le marché du travail.

À l'issue de ces séminaires, une étude bilingue a recensé les thèmes à explorer qui pourraient faire l'objet d'appels à projet.



## RÉFLEXIONS EN COMMUN AVEC LA CHINE

Un protocole d'accord avec le Development Research Center of the State Council (DRC), institut de prospective gouvernemental, a été signé dans le but d'organiser des échanges sous forme de séminaires, de mener des études conjointes, voire, plus tard, de favoriser la mobilité du personnel des deux institutions sur une courte durée.

Si le contexte économique et l'échelle géographique des deux pays diffèrent radicalement, il est d'autant plus intéressant de confronter nos analyses sur la croissance, les enjeux environnementaux, la protection sociale, etc.

---

# UNE INSTANCE DE CONCERTATION SUR LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE)

---



Créée en 2013 sur sollicitation des parties prenantes, la Plateforme d'action globale pour la RSE est une instance unique de dialogue et de concertation visant à identifier et valoriser les pratiques responsables et à émettre des recommandations favorisant leur développement.

Elle associe représentants des entreprises, des salariés, associations et ONG, experts et universitaires, etc. La réflexion s'est articulée en 2014 autour de trois thèmes : RSE, compétitivité et développement durable dans les TPE/PME, transparence et gouvernance des entreprises et responsabilité des entreprises sur leur chaîne de valeur.

Elle a en outre émis des recommandations sur la commande publique et le reporting extra-financier. Le colloque du 17 novembre, organisé avec le Conseil économique, social et environnemental (CESE), a rassemblé 500 participants, en présence du Premier ministre.

Il a été l'occasion de débattre des enjeux de la cinquantaine de recommandations ayant fait l'objet d'un accord de toutes les parties prenantes pour la première fois en France.



## LA PLATEFORME RSE EN CHIFFRES

**60**

organisations  
membres

**50**

recommandations  
issues de trois groupes  
de travail



# RÉUNIR LES EXPERTISES

# UN RÉSEAU DE HUIT ORGANISMES



**FRANCE STRATÉGIE**  
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

FRANCE STRATÉGIE ANIME UN RÉSEAU DE HUIT ORGANISMES SPÉCIALISÉS, AFIN DE FAVORISER LA TRANSVERSALITÉ DE L'EXPERTISE. **ILS COUVRENT LES CHAMPS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ET INTERNATIONALE, DE L'EMPLOI, DE L'INDUSTRIE, DE L'ASSURANCE MALADIE ET DE LA PROTECTION SOCIALE, DES RETRAITES AINSI QUE CELUI DE LA FAMILLE.**

**Le Conseil d'analyse économique**, composé d'universitaires et de chercheurs reconnus de sensibilités diverses, réalise en toute indépendance des études économiques pour le gouvernement, qui sont rendues publiques. Ses notes couvrent un large spectre de sujets et font des recommandations de politiques publiques.



Agnès BENASSY-QUÉRÉ,  
présidente déléguée du CAE.



### **DEUX VOIES ALTERNATIVES POUR RATIONALISER L'ASSURANCE MALADIE**

Dans la note « Refonder l'assurance maladie », les auteurs, Brigitte Dormont, Pierre-Yves Geoffard et Jean Tirole, soulignent la singularité de la France avec la coexistence de deux opérateurs concourant à la couverture des mêmes soins : la Sécurité sociale et les organismes complémentaires.

Cette organisation entraîne une duplication des coûts de gestion et favorise la hausse des prix des soins par la couverture des tickets modérateurs et des dépassements d'honoraires. En outre, la régulation actuelle des complémentaires ne protège pas vraiment contre la discrimination selon le risque et se traduit par des inégalités d'accès aux soins.

Enfin, ce système d'assurance mixte entrave la capacité de pilotage de l'offre de soins par défaut de coordination entre la Sécurité sociale et les organismes complémentaires. Face à un déficit chronique de la branche maladie de la Sécurité sociale et une dégradation de la couverture des assurés, les auteurs recommandent à court terme des mesures pour mettre en place les conditions d'une réelle contractualisation avec les offreurs de soins et d'une responsabilisation des acteurs plus efficace et équitable. Ils proposent deux voies alternatives pour rationaliser l'assurance maladie et mieux couvrir les risques.

Toutes les notes du CAE sont consultables et accessibles en français et en anglais sur [www.cae-eco.fr](http://www.cae-eco.fr)



## LISTE DES NOTES PUBLIÉES EN 2014

« L'apprentissage au service de l'emploi »,  
note n° 19 – Marc Ferracci, Pierre Cahuc,  
Jean Tirole Jean, Etienne Wasmer

« Crédit aux PME : des mesures ciblées  
pour des difficultés ciblées »,  
note n° 18 – Jacques Cailloux Jacques,  
Augustin Landier, Guillaume Plantin

« Réduire les inégalités de salaires entre femmes  
et hommes »,  
note n° 17 – Antoine Bozio, Brigitte Dormont, Cecilia  
García-Peñalosa

« Redresser la croissance potentielle de la France »,  
note n° 16 – Cecilia García-Peñalosa,  
Patrick Artus, Pierre Mohnen

« Quelles réformes pour la France ?  
Les préconisations du CAE »,  
note n° 15 – Les membres du CAE

« Renforcer l'harmonisation fiscale en Europe »,  
note n° 14 – Alain Trannoy Alain,  
Agnès Bénassy-Quéré, Guntram Wolff

« Pas d'industrie, pas d'avenir ? »,  
note n° 13 – Lionel Fontagné,  
Guntram Wolff, Pierre Mohnen

« Refonder l'assurance maladie »,  
note n° 12 – Jean Tirole, Brigitte Dormont,  
Pierre-Yves Geoffard

« L'euro dans la « guerre des monnaies »,  
note n° 11 – Agnès Bénassy-Quéré, Pierre-Olivier  
Gourinchas, Philippe Martin, Guillaume Plantin

## LE CAE EN QUELQUES CHIFFRES 2014

9

notes publiées

66 000

téléchargements sur  
le site *cae-eco.fr*

Près de 200 000

consultations  
dans l'année

**Le Centre d'études prospectives et d'informations internationales** est un centre de recherche sur l'économie internationale. Il produit des études, bases de données et analyses sur les grands enjeux de l'économie mondiale. Il est régulièrement consulté par les organismes internationaux comme l'Organisation mondiale du commerce ou la Commission européenne.

Retrouvez toutes les publications du CEPII sur [www.cepii.fr](http://www.cepii.fr)

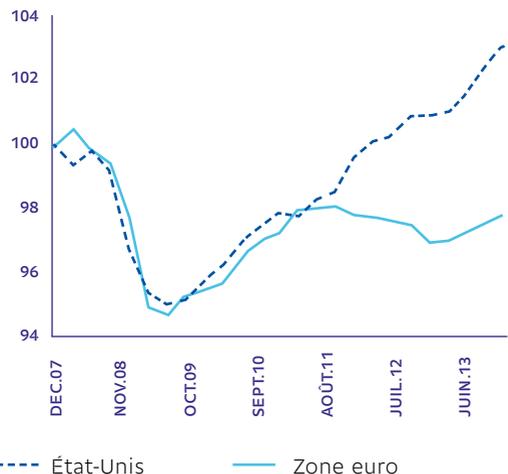


## QUAND ÉTATS-UNIS ET ZONE EURO DIVERGENT

La crise de 2008-2009 a frappé simultanément et fortement les États-Unis comme la zone euro. Mais, à partir de 2011, les deux économies n'ont pas suivi le même chemin. Alors que la reprise de la croissance se confirmait outre-Atlantique, la zone euro entrait à nouveau en récession. Dans la lettre du CEPII « Divergence entre États-Unis et zone euro », Thomas Brand et Fabien Tripier soulignent que cette différence se manifeste également dans les conditions de financement des entreprises. Les firmes américaines ont aujourd'hui accès à un volume de crédit plus important qu'avant la crise, pour un coût équivalent.

À l'inverse, les entreprises de la zone euro font face à un coût du crédit toujours élevé, pour un volume identique aux années précédant la récession. Les auteurs montrent que les fluctuations de l'incertitude dans le secteur financier jouent un rôle crucial dans cette divergence. Celles-ci stimulent la croissance de l'investissement et du crédit aux États-Unis et sont à l'origine de la double récession dans la zone euro.

## DIVERGENCE ENTRE ÉTATS-UNIS ET ZONE EURO - PIB RÉEL PAR TÊTE



Source : Brand-Tripiér, *Lettre du CEPII*, n° 346.



## NOURRIR LES DÉBATS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

Le CEPII s'efforce à la fois de faire progresser la connaissance et la compréhension des questions économiques internationales, de diffuser ces connaissances et analyses auprès de publics spécialisés comme d'un public plus large et de nourrir les débats de politique économique qui s'y rapportent. Le programme de travail est validé par le Conseil du CEPII. Un comité scientifique, composé de chercheurs de renommée internationale, se réunit tous les ans pour évaluer la qualité des publications.

Les activités résumées dans le rapport annuel 2014 ont visé à assumer pleinement l'ensemble de ces objectifs. Tout en maintenant les exigences élevées de qualité scientifique, le Centre s'est attaché en 2014 à renforcer la pertinence de ses travaux au regard des questions de politique économique. Cela s'est notamment matérialisé par l'effort renouvelé d'organisation de séminaires et conférences (29 par le CEPII, 15 par le Club du CEPII) et par le développement d'une série de *Policy Brief*, lancée au cours de l'année précédente.

La présence croissante du Centre dans les médias témoigne du succès de cette démarche. En 2014, les économistes du CEPII ont publié 107 articles de presse et réalisé 142 interviews exclusives. Au total, le CEPII est apparu 472 fois dans la presse écrite, 154 fois dans les médias audiovisuels et 1 159 fois sur internet pour un total de 1 785 mentions dans les médias. Dans le même temps, les économistes du Centre participent à de nombreux débats publics, sont auditionnés par des décideurs politiques et publient un blog dont l'audience est large, et croissante elle aussi (près de 72 000 visites en propre en 2014, en hausse de 30 %). Une série de *Panoramas* qui s'appuie sur les travaux statistiques et analytiques du Centre a été lancée en 2014 pour proposer une approche de grandes questions économiques internationales à la fois approfondies et didactiques.



**44**

séminaires et conférences organisés

**72 000**

c'est le nombre de visites du blog alimenté par les économistes du Centre

**Le Conseil national de l'industrie** est une instance permanente qui émet des avis et des recommandations sur les politiques publiques impactant l'industrie française. Regroupant des industriels, des organisations syndicales de salariés et les pouvoirs publics, État et régions, il agit également au travers de quatorze comités stratégiques de filière pour développer l'activité et l'emploi industriels en France.

Retrouvez toute l'actualité du CNI sur  
[www.conseil-national-industrie.gouv.fr](http://www.conseil-national-industrie.gouv.fr)

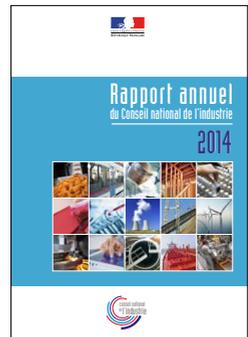


## **PORTER DE NOUVEAUX MODÈLES DE CROISSANCE**

Dans son avis "Une politique européenne de l'énergie et du climat" d'octobre 2014, le CNI a réaffirmé que la transition énergétique est une opportunité pour le renforcement des capacités industrielles en France et en Europe. L'industrie est porteuse de solutions pour concevoir, construire et développer de nouveaux modèles énergétiques. Les orientations des politiques européennes de l'énergie et du climat doivent répondre à trois enjeux :

- porter de nouveaux modèles de croissance et d'emploi ;
- adopter un « Paquet énergie-climat » facteur de développement économique pour l'industrie européenne et conditionner expressément l'engagement européen à un accord international ;
- renforcer la sécurité et la compétitivité des approvisionnements, approfondir la dimension extérieure de la politique européenne de sécurisation des approvisionnements énergétiques.

Le CNI a ainsi recommandé qu'une part significative du plan européen d'investissements (plan Juncker) soit consacrée aux investissements liés à la politique énergétique.



**AÉRONAUTIQUE ALIMENTAIRE AUTOMOBILE**  
**BIENS DE CONSOMMATION BOIS CHIMIE ET MATÉRIAUX**  
**ÉCO-INDUSTRIES FERROVIAIRE**  
**INDUSTRIES ET TECHNOLOGIES DE SANTÉ**  
**INDUSTRIES EXTRACTIVES ET DE PREMIÈRE TRANSFORMATION**  
**MODE ET LUXE NAVAL NUCLÉAIRE NUMÉRIQUE**



## FACILITER L'ACCÈS AU FINANCEMENT DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

En décembre 2014, le Conseil national de l'industrie a remis au gouvernement un avis sur le financement des entreprises industrielles avec dix recommandations concrètes.

En voici quelques-unes :

- construire dans la durée et la proximité une relation de confiance étroite entre établissements de crédit et PME industrielles ;
- faire respecter les délais de paiement par les donneurs d'ordre et les clients publics et privés ;
- ouvrir une réflexion conjuguée sur le droit des entreprises en difficulté, le droit des sûretés et le financement des entreprises ;
- lever les freins juridiques actuels et développer en France les outils de financement des stocks ;
- encourager le développement de fonds obligataires permettant aux PME industrielles de bénéficier de financements long terme ;
- déployer plus largement l'accompagnement par Bpifrance des projets de développement, de recherche et d'innovation des PME industrielles, y compris en acceptant plus de partage de la prise de risque inhérente au développement industriel.



## AGIR POUR LA RECONQUÊTE INDUSTRIELLE EN FRANCE

Avec la validation en 2014 des contrats de filière du CSF Industries extractives et de première transformation et du CSF Bois, les quatorze contrats sont en cours de mise en œuvre.

Ils rassemblent 360 actions au premier trimestre 2015, dont 24 % concernent le développement de la filière, 18 % l'amélioration de la performance des entreprises, des PME notamment, 16 % l'emploi et les compétences, l'attractivité des métiers, 15 % l'innovation, 11 % le développement à l'export et à l'international, 9 % les relations entre grands groupes et PME et 6 % l'amélioration de l'accès des entreprises industrielles au financement.

## QUATORZE CONTRATS DE FILIÈRES

**360**  
actions

**19 %**  
sont  
accomplies

**52 %**  
sont en  
cours de  
réalisation

**2 %**  
ont été  
suspendues

**12 %**  
rencontrent  
des freins  
à lever

**14 %**  
restent  
à lancer

**Le Conseil d'orientation pour l'emploi** est un lieu permanent de débat et d'expertise entre les principaux acteurs du marché du travail (partenaires sociaux, administrations, parlementaires, représentants des collectivités territoriales, experts). Il a pour objectif d'établir des diagnostics partagés et de formuler des propositions de réforme.

Retrouvez les travaux et l'actualité du COE sur [www.coe.gouv.fr](http://www.coe.gouv.fr) et via twitter @coemploi



## LE CONSEIL D'ORIENTATION POUR L'EMPLOI S'EST FIXÉ DEUX PRIORITÉS EN 2014

La première a porté sur l'évolution des formes d'emploi. Les modalités du travail ont en effet beaucoup changé depuis trente ans : les emplois atypiques (CDD, intérim, temps partiel) se sont développés ; de nouvelles formes d'emploi, comme le portage salarial et les groupements d'employeurs, ou de mode d'exercice de l'activité, comme le télétravail, ont émergé. Le Conseil a voulu en analyser les causes et en identifier les enjeux pour les personnes, les entreprises et le fonctionnement de l'économie.

La seconde s'est focalisée sur le retour à l'emploi des personnes durablement éloignées du marché du travail. Environ deux millions de personnes sont écartées de l'emploi sur de longues périodes : ce sont les chômeurs de longue durée, les jeunes ne réussissant pas à décrocher un premier poste, les personnes ayant momentanément interrompu leur activité professionnelle. Le Conseil a souhaité, sur la base d'un diagnostic précis, proposer des leviers pour contribuer à mieux prévenir et résoudre ces situations d'éloignement.



Ces deux rapports ont contribué à l'évolution des politiques publiques.

La Conférence sociale de juillet 2014 a ainsi retenu parmi ses priorités l'objectif de « ramener les plus fragiles vers l'emploi », en écho aux travaux du COE.

Le plan pour l'emploi dans les PME et TPE, présenté en juin 2015 par le gouvernement, comporte pour sa part des mesures relatives aux formes d'emploi atypiques dans le prolongement du diagnostic porté par le COE.

En 2014, un nouveau chantier a également été lancé pour étudier l'impact d'internet sur le fonctionnement du marché du travail.

Alors qu'internet et les nouvelles technologies occupent une place croissante, leur impact sur la stratégie et le comportement des acteurs du marché du travail (entreprises, salariés et demandeurs d'emploi, service public de l'emploi, intermédiaires du recrutement) est encore très mal connu. C'est le cas en particulier pour les processus de recrutement. Le COE a souhaité se pencher sur les enjeux de ces mutations avant de formuler des préconisations pour que les nouvelles technologies puissent effectivement participer à une plus grande efficacité et à une meilleure transparence du marché du travail.

En 2014,  
le COE s'est réuni  
à **31** reprises  
et a auditionné **71**  
experts de  
**53** organismes

**500**  
personnes réunies  
au colloque annuel  
" Faire de l'innovation  
un levier pour  
l'emploi "



Composé de parlementaires, de représentants des organisations syndicales et patronales, des retraités et des familles, de membres de l'administration et d'experts, le COR élabore des diagnostics partagés sur l'ensemble des questions de retraite et formule des propositions de nature à éclairer les politiques de retraite.

Pour en savoir plus sur le COR et ses travaux :  
[www.cor-retraites.fr](http://www.cor-retraites.fr)



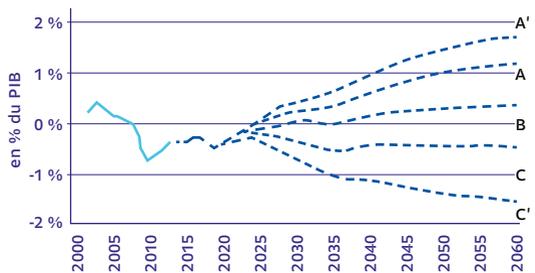
## DES INDICATEURS FINIS POUR ÉCLAIRER LA TRAJECTOIRE DU SYSTÈME DE RETRAITE FRANÇAIS À LONG TERME

La nouvelle procédure de pilotage du système de retraite français a été mise en œuvre pour la première fois en 2014. La loi du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir des retraites a confié au Conseil d'orientation des retraites la mission d'élaborer chaque année, avant le 15 juin, un rapport sur les évolutions et les perspectives des retraites en France, à l'horizon 2060.

Le premier rapport annuel du COR remis en juin 2014 a été élaboré en lien avec les régimes de retraite et les administrations et préparé en concertation avec les membres du Conseil. Il a permis d'apprécier l'atteinte des objectifs de soutenabilité financière et des objectifs sociaux de niveau de vie des retraités et d'équité entre les assurés.

À l'aune de ces objectifs, il fournit des indicateurs de résultats, à la fois rétrospectifs et prospectifs, partagés par le Conseil, déclinés par genre, par régime et par génération. Ces indicateurs s'appuient sur des scénarios macroéconomiques contrastés permettant de balayer un large champ des possibles. Ils ont été utilisés par les cinq experts du Comité de suivi des retraites dans son avis rendu le 15 juillet 2014 sur la situation des retraites.

## LE SOLDE FINANCIER DU SYSTÈME DE RETRAITE FRANÇAIS À LONG TERME



Des scénarios macroéconomiques contrastés :  
A' (chômage : 4,5 %, productivité : 2 %) ; A (chômage : 4,5 %, productivité : 1,8 %) ; B (chômage : 4,5 %, productivité : 1,5 %) ; C (chômage : 7 %, productivité : 1,3 %) ; C' (chômage : 7 %, productivité : 1 %)

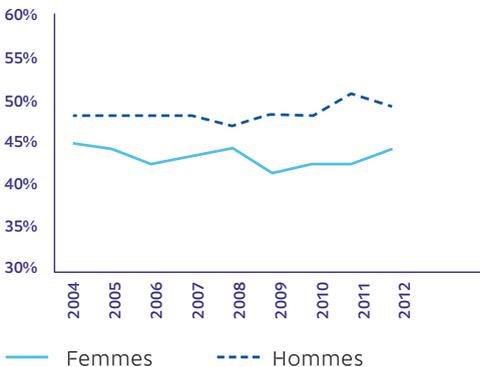


## DURÉE DE VIE SANS LIMITATION D'ACTIVITÉ APRÈS 65 ANS

### En années



### En proportion de l'espérance de vie à 65 ans



Note : la durée de vie sans limitation d'activité (ou espérance de vie « sans incapacité ») présentée ici exclut les périodes avec des limitations d'activité sévères ou modérées. Source : action conjointe européenne EHLEIS (données de l'enquête SRCV-SILC de l'INSEE).

1

**rapport annuel**  
sur les évolutions et perspectives  
des retraites en France,  
fondé sur des indicateurs

10

**dossiers thématiques,**  
dont un sur la retraite  
des femmes et un autre  
sur les différences  
public/privé

2

**lettres du COR** sur le logement  
des retraités et sur la méthodologie  
d'élaboration  
des indicateurs retraite

1

**colloque** sur les liens  
de dépendance des systèmes  
de retraite français et étrangers  
aux évolutions démographiques  
et à la croissance économique

**Le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie** est une instance de réflexion et de propositions qui contribue à une meilleure connaissance des enjeux, du fonctionnement et des évolutions envisageables des politiques d'assurance maladie. Il rassemble dans leur diversité les principaux organismes, institutions, syndicats, fédérations et associations intervenant dans le champ de l'assurance maladie et du système de soins.

Tous les avis et rapports du HCAAM sont disponibles sur [www.securite-sociale.fr/L-actualite-du-HCAAM](http://www.securite-sociale.fr/L-actualite-du-HCAAM)



### **DES ORIENTATIONS POUR ORGANISER LA COOPÉRATION ENTRE PROFESSIONNELS DE SANTÉ**

La coopération entre professionnels de santé est au cœur des préoccupations des pouvoirs publics, avec en perspective le renforcement des parcours de soins. L'avis adopté en juillet 2014 consacre un travail de réflexion, centré sur les conditions de développement et les formes possibles de coopération entre professionnels de santé en ambulatoire. Le vieillissement de la population s'accompagne d'une augmentation du nombre de personnes atteintes de maladies chroniques ou moins autonomes. Les innovations techniques et thérapeutiques raccourcissent la durée des séjours hospitaliers.

Dans ce contexte, le HCAAM pose un cadre et des orientations. Longtemps envisagée comme une réponse à la diminution de la ressource médicale, la coopération doit désormais être abordée en termes de service rendu à la population. Structurer la prise en charge ambulatoire des personnes malades, et particulièrement la ligne de premier recours, requiert une mobilisation simultanée de différents leviers – formation, reconnaissance professionnelle, organisation, modes de rémunération et de financement.





## TIRER LE MEILLEUR PARTI DE L'INNOVATION MÉDICALE

Le HCAAM a engagé au second semestre 2014 des travaux sur les innovations et leur impact sur l'organisation des soins et le système de santé. Un colloque sur ce thème a été organisé en septembre 2014 en collaboration avec France Stratégie.

Ce colloque a eu pour objectif de répondre à un certain nombre de questions :

- À l'heure où des innovations majeures sont susceptibles de bouleverser les thérapeutiques et les conditions de prise en charge des patients, comment appréhender leur portée ?
- Comment le système de soins peut-il accompagner l'innovation médicale et en tirer le meilleur parti afin d'améliorer la qualité des soins, la santé et la qualité de vie des patients ?
- Quelles sont les conditions pour obtenir le meilleur retour sur l'investissement que constitue le progrès médical sur un système de santé dont les marges de financement se réduisent ?
- Comment les innovations transforment-elles le travail des soignants ?
- À quel rythme et dans quelles conditions se diffusent-elles ?

- Comment les acteurs (professionnels, usagers, régulateurs du système de santé) s'approprient-ils le progrès médical et modifient-ils leurs pratiques ?

Ces questions ont été discutées à partir de cas concrets et d'exemples pris à l'international. Le colloque a réuni 200 participants (des professionnels, des experts du monde de la santé et des usagers des systèmes de soins). Il a permis d'ouvrir le cycle de travail engagé par le HCAAM sur cette thématique. Ces travaux doivent aboutir à la publication d'un rapport fin 2015.



**Le Haut Conseil de la famille** est une instance consultative, avec des représentants des assurés sociaux et des employeurs, du mouvement familial, des collectivités territoriales et de l'administration, ainsi que des élus. Il anime le débat public sur la politique familiale, formule des recommandations et des propositions de réforme.

Le rapport est consultable sur [www.hcf-famille.fr](http://www.hcf-famille.fr) ainsi que les documents et les actualités.



## **FAVORISER LA COPARENTALITÉ ET SOUTENIR LE NIVEAU DE VIE DES PARENTS ET DE LEURS ENFANTS APRÈS LA RUPTURE**

La rupture conjugale – le plus souvent un divorce ou une séparation – est désormais un événement fréquent de la vie des familles. Chaque année, près de 350 000 couples se séparent ; la moitié a des enfants à charge. Les ruptures sont désormais intégrées comme un fait pouvant intervenir dans les parcours conjugaux.

C'est par ce constat que débute le rapport *Les ruptures familiales : état des lieux et propositions*, adopté en avril 2014.

Dans ce contexte, le maintien de liens de qualité entre parents et enfants constitue un véritable enjeu. C'est pourquoi le rapport fait des recommandations visant à favoriser la coparentalité, lorsqu'elle est possible. Autre point crucial soulevé ? La rupture conjugale conduit le plus souvent à une diminution du niveau de vie des personnes concernées. Ce dernier dépend notamment des pensions alimentaires, dont on ne sait pas dans quelle mesure elles sont versées, et des aides publiques.

Le HCF avance des pistes concrètes pour limiter l'appauvrissement après la séparation, en particulier pour les ménages les plus modestes.

## **2,1 millions**

**C'est le nombre de parents vivant avec au moins un enfant mineur sans l'autre parent en 2011**



## THÈMES DE TRAVAIL DU HCF

De janvier 2014 à juillet 2015, le Haut Conseil a travaillé sur cinq thèmes lors de quinze séances plénières :

- les ruptures familiales ;
- le reprofilage des aides à l'accueil du jeune enfant ;
- le coût de l'enfant ;
- le développement de l'accueil du jeune enfant (bilans annuels 2014 et 2015) ;
- les droits familiaux de retraite (discussion des principales pistes de réflexion sur l'évolution des droits familiaux de retraite abordées dans le cadre de la mission confiée à Bertrand Fragonard par le Premier ministre).

Chaque thème donne lieu à un rapport, accompagné d'un avis, diffusé sur le site du Haut Conseil de la famille ([www.hcf-famille.fr](http://www.hcf-famille.fr)) dans les jours qui suivent leur adoption.

Quatre autres séances sont prévues d'ici la fin de l'année 2015. Elles porteront sur la fin de la discussion du rapport 2015 sur *Le développement de l'accueil du jeune enfant* et l'examen du rapport sur *Les transferts publics et privés à destination des jeunes adultes*.

En outre, le Haut Conseil de la famille, avec la collaboration de France Stratégie, a organisé un colloque le 9 juin 2015 sur « Les ruptures familiales : affaire publique, affaire privée ? », dans le prolongement du rapport du Haut Conseil d'avril 2014 (cf. *infra*).



# 125 000

**C'est le nombre de divorces  
prononcés en 2013 ;**

dans **53 %** des cas, ces parents ont un enfant mineur. Les décisions de justice concernant la résidence de l'enfant se répartissent de la façon suivante : chez la mère (73 %), chez le père (7 %), résidence alternée (17 %)

## Le Haut Conseil du financement de la protection sociale

est chargé d'établir un état des lieux du système de financement de la protection sociale et de formuler des propositions d'évolution. Y siègent des représentants des partenaires sociaux et de l'État, des parlementaires, ainsi que des personnalités qualifiées.

L'ensemble de ces documents est disponible sur le site Internet du Haut Conseil du financement de la protection sociale :

[www.securite-sociale.fr/Rapports-du-HCFI-PS](http://www.securite-sociale.fr/Rapports-du-HCFI-PS)



### UN SÉMINAIRE POUR DÉCRYPTER LES MODES DE FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE EN EUROPE

Le 2 juillet s'est tenu un séminaire international « Analyse comparée des modes de financement de la protection sociale en Europe », avec la participation d'experts français et européens.

Les échanges ont mis en évidence des différences entre les pays, entre par exemple le Royaume-Uni, où la santé et la protection sociale sont financées indistinctement au sein du budget de l'État, et l'Italie ainsi que la Suède, où la fourniture des soins est confiée aux régions.

La France se caractérise par un poids très important des prélèvements sociaux et fiscaux exclusivement affectés au financement de la protection, notamment du fait de la contribution sociale généralisée, qui n'a pas d'égal en Europe.

Le rapport, remis au Premier ministre en novembre, s'appuie également sur une consultation des travaux statistiques récents de la Commission européenne et sur les données recueillies auprès des conseillers économiques et sociaux de plusieurs ambassades.

Cette analyse comparée reste toutefois une entreprise délicate, compte tenu de l'hétérogénéité des informations dans les différents pays. L'exercice auquel le HCFI-PS s'est livré est une première tentative de synthèse, qui invite à des approfondissements.



## CONCERTATION AVEC LES ACTEURS DE LA PROTECTION SOCIALE

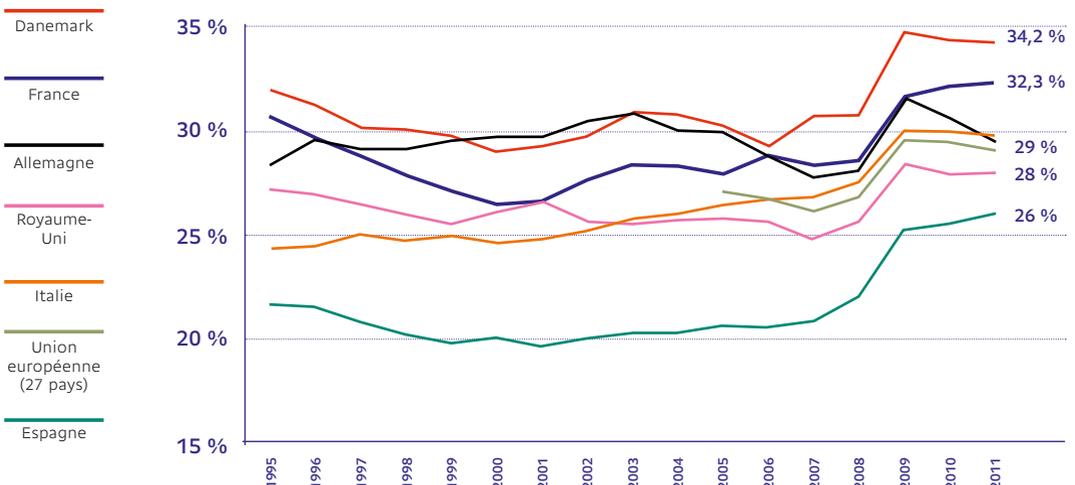
Au cours de l'année 2014, le Haut Conseil du financement de la protection sociale a rendu publics, après remise au Premier ministre, trois rapports :

- en janvier, un **rapport sur les perspectives de financement à moyen-long terme des régimes de protection sociale** ; l'élaboration de ce document a donné lieu à une coordination étroite avec France Stratégie et les autres instances de concertation dans le domaine de la protection sociale ;
- en mars, un **point d'étape sur les évolutions du financement de la protection sociale** : il se compose d'une note de cadrage et d'éclairages spécifiques sur le détachement des travailleurs au sein de l'Union européenne, l'impact de

simulations macroéconomiques « test », l'hypothèse d'une fusion des dispositifs de crédit d'impôt « compétitivité-emploi » et d'allègement général de cotisations sur les bas salaires, et les voies d'une progressivité plus importante des prélèvements sociaux acquittés par les ménages ;

- en novembre, un **rapport sur l'analyse comparée des modes de financement de la protection sociale en Europe**, dont l'élaboration a bénéficié des informations recueillies lors du séminaire du 2 juillet évoqué précédemment.

## ÉVOLUTION DE LA PART DES DÉPENSES DE PROTECTION SOCIALE DANS LE PIB



Sources : Eurostat - Sespers

NOTES  
D'ANALYSE,  
RAPPORTS,  
ÉTUDES ET  
DOCUMENTS  
DE TRAVAIL  
PUBLIÉS  
EN 2014

## JANVIER

- *Lutter contre les stéréotypes filles-garçons*, RAPPORT
- *La crise du système électrique européen*, RAPPORT
- *Sous-traitance confiée, performances productives et risques*, DOCUMENT DE TRAVAIL
- *Retours d'enquête sur la filière « Silver Économie »*, DOCUMENT DE TRAVAIL

## FÉVRIER

- « Les enseignements du débat citoyen : inquiétude, mais attentes à l'égard des réformes », LA NOTE D'ANALYSE

## MARS

- « Les médicaments et leurs usages » (volet 1), LA NOTE D'ANALYSE
- « Les médicaments et leurs prix » (volet 2), LA NOTE D'ANALYSE
- « L'usage de la propriété intellectuelle par les entreprises », LA NOTE D'ANALYSE
- *Les adolescents : problématiques d'individuation et d'accès à l'âge adulte*, ACTES DE COLLOQUE
- *La gestion et l'usage de la propriété intellectuelle par les entreprises françaises*, ÉTUDE

## MAI

- *Prospective des métiers et des qualifications*, DOCUMENT MÉTHODOLOGIQUE
- « Augmenter aussi le nombre de bons élèves » LA NOTE D'ANALYSE

## JUIN

- *Quelle France dans dix ans ?*, RAPPORT
- *Quelle France dans dix ans ? Réconcilier l'économique et le social*, RAPPORT THÉMATIQUE
- *Quelle France dans dix ans ? Investir dans le redressement économique*, RAPPORT THÉMATIQUE
- *Quelle France dans dix ans ? Bâtir un développement responsable*, RAPPORT THÉMATIQUE
- *Quelle France dans dix ans ? Restaurer la confiance dans le modèle républicain*, RAPPORT THÉMATIQUE
- *Quelle France dans dix ans ? Retrouver une ambition européenne pour la France*, RAPPORT THÉMATIQUE
- « Le microcrédit professionnel et l'accompagnement à la création d'entreprise en France », LA NOTE D'ANALYSE

## JUILLET

- *Les métiers en 2022*, RAPPORT
- « Pourquoi les dépenses publiques sont-elles plus élevées dans certains pays ? », LA NOTE D'ANALYSE
- « Réduction des dépenses publiques : les leçons de l'expérience », LA NOTE D'ANALYSE
- « Réforme régionale : un enjeu pour la croissance », LA NOTE D'ANALYSE

## AOÛT

- « Les processus « atypiques » de négociation collective en entreprise », LA NOTE D'ANALYSE
- « Y a-t-il une place pour l'hydrogène dans la transition énergétique ? », LA NOTE D'ANALYSE
- *La place des représentants élus du personnel, des pratiques référendaires et des formes de médiation dans la négociation collective d'entreprise*, ÉTUDE

## SEPTEMBRE

- *Rapport du Comité de suivi du CICE*, RAPPORT
- « Réduire le déficit des échanges extérieurs de la France », LA NOTE D'ANALYSE
- « Quels indicateurs pour mesurer la qualité de la croissance ? », LA NOTE D'ANALYSE
- « Y a-t-il un retard d'investissement en France et en Europe depuis 2007 ? », LA NOTE D'ANALYSE
- *Les pratiques pédagogiques efficaces*, DOCUMENT DE TRAVAIL

## OCTOBRE

- *Comment améliorer la transparence et la gouvernance des entreprises*, RAPPORT
- *Les implications de la responsabilité des entreprises sur leur chaîne de valeur*, RAPPORT
- *Compétitivité et développement durable, l'enjeu des TPE-PME*, RAPPORT
- *Élargir la participation à la vie culturelle*, ÉTUDE
- *L'évaluation socioéconomique des projets de transport*, ACTES DE COLLOQUE

## NOVEMBRE

- « Les leviers d'une stratégie européenne d'investissement », LA NOTE D'ANALYSE
- « Trois secteurs cibles pour une stratégie européenne d'investissement », LA NOTE D'ANALYSE
- *OpenFisca, un logiciel libre pour simuler des réformes fiscales et sociales*, DOCUMENT DE TRAVAIL

## DÉCEMBRE

- *La politique européenne des transports. Quatre enjeux pour la nouvelle mandature*, RAPPORT
- *France-Allemagne : performances comparées*, CAHIER DES INDICATEURS
- « Un contrat social pour l'Europe : priorités et pistes d'action », LA NOTE D'ANALYSE
- « La politique européenne des transports. Quels enjeux pour la nouvelle mandature ? », LA NOTE D'ANALYSE
- *Gouvernance et organisation des services à la personne en Europe*, DOCUMENT DE TRAVAIL
- *Trois ans après, l'Energiewende sur le point d'échouer ?*, ACTES DE COLLOQUE

FRANCE STRATÉGIE  
SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :

 **France Stratégie**

 **@Strategie\_Gouv**

 **strategie-gouv.tumblr.com**



TOUTES  
NOS VIDÉOS SUR

 **TV.STRATEGIE.GOUV.FR**

# RAPPORT D'ACTIVITÉ DIGITAL

➔ [FRANCESTRATEGIE2014.FR](http://FRANCESTRATEGIE2014.FR)



**L'ENSEMBLE DES TRAVAUX**  
DE FRANCE STRATÉGIE  
EST DISPONIBLE  
SUR LE SITE INTERNET

➔ [STRATEGIE.GOUV.FR](http://STRATEGIE.GOUV.FR)





**FRANCE STRATÉGIE**

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.



---

France Stratégie est un organisme de concertation et de réflexion, son rôle est de proposer une vision stratégique pour la France, en expertisant les grands choix qui s'offrent au pays. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec tous les acteurs pour enrichir l'analyse ; proposer des recommandations au gouvernement. France Stratégie joue la carte de la transversalité, en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.

---